



Conseil de sécurité

CS/9572

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Aperçu des travaux du
Conseil de sécurité en 2008

L'AFRIQUE ET LE MOYEN-ORIENT ONT DOMINÉ LES ACTIVITÉS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN 2008

Le Conseil de sécurité a connu en 2008 une activité toujours aussi soutenue, largement dominée, une nouvelle fois, par les questions africaines et le [Moyen-Orient](#).

/...

Au rythme des exposés mensuels du Secrétariat, le Conseil s'est régulièrement penché sur la situation au Moyen-Orient, « y compris [la question palestinienne](#) », avec d'autant plus d'intérêt que l'année 2008 devait être placée sous le signe des négociations bilatérales lancées à [Annapolis](#). Le 16 décembre, une résolution, la première sur ce sujet depuis quatre ans et demi, était votée pour exprimer l'attachement du Conseil à l'irréversibilité du processus d'Annapolis. Le 31 décembre, les 15 membres du Conseil tenaient leur première séance officielle sur la situation provoquée par l'offensive israélienne contre [Gaza](#) et les tirs de roquettes du Hamas sur le sud d'Israël.

/...

MOYEN-ORIENT

Israël/Palestine

- 18 séances publiques: [22 janvier](#), [30 janvier](#), [26 février](#), [1^{er} mars](#), [25 mars](#), [23 avril](#), [28 mai](#), [27 juin](#), [22 juillet](#), [20 août](#), [18 septembre](#), [26 septembre](#), [22 octobre](#), [25 novembre](#), [3 décembre](#), [16 décembre](#), [18 décembre](#), [31 décembre](#)
- 1 résolution: [1850](#)

En dépit des espoirs suscités à la mi-décembre par l'adoption quasi historique de la résolution [1850 \(2008\)](#), dans laquelle le Conseil de sécurité exprime son soutien au processus d'Annapolis, l'année 2008 aura rapidement sombré, en quelques jours, dans le chaos des frappes israéliennes sur Gaza et des tirs de roquettes du Hamas sur le sud d'Israël.

Le soir du 31 décembre, le Conseil de sécurité se réunit en urgence, à la demande du Groupe des États arabes, pour débattre d'une situation qui avait déjà fait plus de 300 morts dans les rangs palestiniens et quatre côté israélien. « L'avenir du processus de paix semble obscurci », affirme le Secrétaire général, Ban Ki-moon, se disant « profondément déçu » que l'appel au calme, lancé par le Conseil dans une déclaration à la presse au début de l'offensive israélienne, le 28

décembre, n'ait pas été respecté. Lors de la [réunion](#), M. Ban condamne fermement à la fois « les attaques à la roquette et au mortier lancées par le Hamas contre Israël » et « l'usage excessif de la force par Israël ». « Un cessez-le-feu immédiat doit prévaloir », déclare-t-il, relayé par les membres du Conseil, qui examinaient un projet de résolution présenté par la Jamahiriya arabe libyenne.

Sur fond de violences de part et d'autre, d'implantations de nouvelles colonies de peuplement israéliennes et de crise humanitaire à Gaza, la situation au Moyen-Orient, « y compris la question palestinienne », a, en 2008 encore, fait l'objet d'une attention régulière de la part du Conseil de sécurité, et d'autant plus soutenue que cette année-là devait être placée sous le signe des négociations bilatérales lancées en novembre 2007 à Annapolis.

Le soutien du Conseil au processus d'Annapolis a, du reste, pris la forme, en toute fin d'année, d'une résolution, la première sur ce dossier depuis quatre ans et demi. Le [16 décembre](#), au lendemain d'une réunion du Quatuor (États-Unis, Fédération de Russie, Union européenne et ONU), et sur une initiative russo-américaine, le Conseil de sécurité exprime ainsi son « attachement à l'irréversibilité des négociations bilatérales ».

« Il n'y a pas de remplacement possible pour le processus d'Annapolis et l'impasse n'est pas une option », déclare à cette occasion la Secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice. « Il faut maintenir l'élan actuel en faveur de la paix », dit, pour sa part, son homologue russe, Sergey Lavrov, insistant sur le soutien nécessaire de la communauté internationale et l'« audace » dont doivent faire preuve les deux parties dans l'accomplissement des « tâches importantes » qui les attendent.

La Conférence d'Annapolis, le 27 novembre 2007, a officiellement marqué le début des négociations bilatérales en vue de conclure avant la fin de 2008 un traité de paix qui réglerait toutes les questions en souffrance et d'aboutir à l'existence de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Une précédente réunion au niveau ministériel du Conseil de sécurité avait eu lieu le [26 septembre](#) en présence du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, venu expliquer, cartes géographiques en main, les menaces contre le processus de paix provoquées selon lui par les activités de colonisation israéliennes. Leur poursuite risque de « replonger la région tout entière dans le cycle infernal de la violence », avait-il déclaré, tout en affichant sa détermination à poursuivre les négociations avec Israël, qu'il a qualifiées de « cruciales ».

Lors de cette même séance, demandée par l'Arabie saoudite, à la suite d'une décision prise par la Ligue des États arabes, le Ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, avait dit « attendre des Israéliens et des Palestiniens qu'ils saisissent cette chance et prennent des décisions historiques dans l'intérêt de leur peuple respectif et de la stabilité de l'ensemble de la région ».

Outre ces deux temps forts, chaque mois, un haut fonctionnaire du Secrétariat a présenté au Conseil de sécurité un exposé mensuel de la situation politique, sécuritaire et humanitaire dans la région, tout en le tenant informé des activités du Quatuor.

Le premier de ces exposés, le [30 janvier](#), avait suivi de huit jours une [réunion](#) d'urgence, à la demande du Groupe des États arabes, et ouverte aux États non membres du Conseil, sur la situation dans les territoires palestiniens, en proie à une nouvelle escalade de la violence et à une

aggravation de la crise humanitaire. Dans son exposé, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, avait imputé cette évolution « dramatique » aux tirs de roquettes et de mortiers par des groupes militants de Gaza ainsi qu'aux attaques des Forces de défense israéliennes. De même, liait-il la dégradation de la situation humanitaire aux restrictions imposées par Israël dans les points de passage en vue de faire cesser les tirs de roquettes.

Un mois plus tard, le [26 février](#), le nouveau Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert H. Serry, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, John Holmes, de retour tous deux de la région, présentaient un tableau toujours aussi sombre. Le premier faisait observer que seule une amélioration concrète de la situation sur le terrain redonnerait confiance aux interlocuteurs palestiniens dans le processus de paix d'Annapolis, tandis que le second, tout en condamnant vigoureusement les actions violentes et le manque de volonté de la part du Hamas, qualifiait d'« inacceptables » les mesures répressives d'Israël à Gaza, lesquelles ont, selon lui, contribué à une situation humanitaire désastreuse et à l'effondrement de l'économie palestinienne. Cette forme de punition collective est contraire au droit international humanitaire, avait estimé M. Holmes.

Le [1^{er} mars](#), au cours d'une autre réunion d'urgence, réclamée cette fois-ci par la Jamahiriya arabe libyenne, le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a exprimé sa profonde préoccupation face à une nouvelle flambée de violences à Gaza et dans le sud d'Israël, condamnant à la fois les attaques à la roquette lancées par des Palestiniens et l'usage « disproportionné et excessif de la force » par les Forces de défense israéliennes. M. Ban s'est déclaré en outre « extrêmement préoccupé par l'impact de ces événements sur le processus de négociation ». « Toutes les parties doivent réaffirmer leur engagement en faveur du processus de paix », a-t-il dit.

Malgré le niveau extrêmement élevé de tensions et de violences qui a affecté la région tout au long de ces semaines, le [25 mars](#), Ban Ki-moon jugeait extrêmement positive la poursuite du processus politique entre Israéliens et Palestiniens, se félicitant en particulier de l'engagement du Président Abbas et du Premier Ministre Olmert et louant « la ténacité dont ces deux dirigeants font preuve face à tant de scepticisme ».

/...

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel